

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**FRANSABANK (FRANCE) S.A.**

Société Anonyme au capital de 50 457 714 euros

Siège social : **104, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS**

331 013 904 R.C.S. PARIS

Exercice social du 01/01/2025 au 31/12/2025

Comptes annuels approuvés par l'A.G.O. Annuelle du 6 mai 2026

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de la société FRANSABANK FRANCE,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société FRANSABANK FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion****Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels " du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

En outre, au cours de l'exercice, nous avons fourni à votre société et aux entités qu'elle contrôle le service suivant, distinct de la certification des comptes et non mentionné dans le rapport de gestion ou l'annexe aux comptes annuels :

- Evaluation indépendante des installations Swift de type B de Fransabank (SWIFT CSP 2025)

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 « Principes comptables, méthodes d'évaluation » de l'annexe aux comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application des règlements ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 relatifs aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Dépréciation individuelle des dossiers de crédits

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>La banque est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.</p> <p>Votre banque constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Celles-ci sont déterminées sur base individuelle. Elles sont fondées sur des paramètres réglementaires ou spécifiques ainsi que sur des paramètres tenant compte de situations macro-économiques et géopolitiques susceptibles d'affecter les portefeuilles de crédits. Ces dépréciations constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement. Les éléments de jugement incluent notamment des hypothèses relatives à l'évolution des situations patrimoniales des débiteurs, parfois situés dans des zones géographiques à hauts risques.</p> <p>L'évaluation des provisions requiert l'exercice de jugement pour la classification des expositions (encours non douteux ou douteux) ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement. Compte-tenu de l'importance du jugement dans la détermination de ces dépréciations, nous avons considéré que l'estimation des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes sur les crédits, constituait un point clé de notre audit.</p> <p>Au 31 décembre 2025, les dépréciations individuelles sur les encours douteux de crédits s'établissaient à 15 938 K€ pour un encours brut de 22 827 K€. Le coût du risque sur l'exercice 2025 s'établit à 4 090 K€ (dont 210 K€ de dotation pour provision générale). La note 3.c. « Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature » des principes et méthodes comptables ainsi que les notes 3. « Opérations avec la clientèle », note 9 « Provisions », note 12 « Informations sur le risque de crédit » et 19 « Coût du risque » exposent les informations requises dans l'annexe aux comptes annuels.</p>	<p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tester l'efficacité opérationnelle du dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle ;</li> <li>• Apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles et douteuses, du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties ;</li> <li>• Réaliser des analyses contradictoires des estimations de pertes provisionnelles couvertes par des provisions sur les dossiers déclassés en douteux ;</li> <li>• Apprécier le caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes.</li> </ul>

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

### Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

## Autres informations

### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société FRANSABANK FRANCE par l'assemblée générale du 20 avril 2008 pour le cabinet KPMG SA et du 13 juillet 2020 pour le cabinet BATT AUDIT.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la 18<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet BATT AUDIT dans la 6<sup>ème</sup> année.

#### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

##### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 22 avril 2026  
KPMG SA  
Valéry FOUSSE  
Associé

Paris, 22 avril 2026  
BATT AUDIT  
Jehanne GARRAIT  
Associée

**BILAN AU 31 décembre 2025**

(En milliers de euros)

ACTIF	2025	2024
	EUR	EUR
CAISSE, BANQUES CENTRALES, C.C.P	72 267	178 600
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES		
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	213 590	159 061
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	549 380	495 091
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE		
PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	240	243
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 687	1 406
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 356	2 342
AUTRES ACTIFS	5 184	5 213
COMPTES DE REGULARISATION	129	308
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>844 834</b>	<b>842 264</b>

  

PASSIF	2025	2024
	EUR	EUR
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	11 932	59 884
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	731 537	678 641
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE		
AUTRES PASSIFS	2 394	5 340
COMPTES DE REGULARISATION	2 672	2 284
PROVISIONS	1 759	1 752
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)		
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	94 541	94 363
- CAPITAL SOUSCRIT	50 458	50 458
- PRIMES D'EMISSION	2 754	2 754
- RESERVES	2 858	2 270
- REPORT A NOUVEAU	32 700	27 107
- <b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>5 771</b>	<b>11 774</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>844 834</b>	<b>842 264</b>

  

HORS BILAN	2025	2024
	EUR	EUR
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	25 674	44 600
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	47 978	55 196
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	21 522	21 664

**COMPTE DE RESULTAT 2025**

(En milliers de euros)

	<b>2025</b>	<b>2024</b>
	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>
+ Intérêts et produits assimilés	39 304	47 419
- Intérêts et charges assimilés	20 462	23 085
+ Commissions (produits)	3 035	2 681
- Commissions (charges)	265	283
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	488	409
+ Autres produits d'exploitation bancaire	0	5
- Autres charges d'exploitation bancaire	30	59
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>22 071</b>	<b>27 088</b>
- Charges générales d'exploitation	9 514	8 561
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	573	410
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>11 984</b>	<b>18 117</b>
+/- Coût du risque	-4 090	-1 805
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>7 894</b>	<b>16 312</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>7 894</b>	<b>16 312</b>
+/- Résultat exceptionnel	0	0
- Impôt sur les bénéfices	-2 123	-4 538
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
<b>RESULTAT NET</b>	<b>5 771</b>	<b>11 774</b>

**ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX DE FRANSABANK (FRANCE) S.A****1. Faits caractéristiques et événements significatifs****a. Situation au Liban**

L'économie libanaise a enregistré une croissance modeste en 2025, estimée à 3,5 % du PIB par la Banque mondiale. Celle-ci prévoit une croissance d'environ 4 % en 2026, sous réserve de la poursuite des réformes, de la stabilité politique et d'un apport modéré de financements pour la reconstruction. Le secteur bancaire est toujours fragilisé malgré des réformes engagées en 2025 pour restaurer la confiance et structurer le système financier. L'inflation annuelle a nettement reculé, à environ 14,8 % en 2025, un niveau bien inférieur aux pics observés les années précédentes. La livre libanaise demeure fortement dépréciée et l'économie reste largement dollarisée, ce qui continue de peser sur le pouvoir d'achat des ménages. Le pays fait toujours face à un déficit public élevé et à des négociations complexes avec le Fonds monétaire international en vue d'un programme d'aide et de restructuration. La fin de l'année 2025 et le début 2026 ont été marquées par de nouvelles taxes et des tensions sociales, illustrant la persistance des difficultés économiques, les envois de fonds des expatriés et le tourisme restent des leviers essentiels de la demande intérieure en 2026.

Enfin, la Banque mondiale estime que la dynamique économique positive pourrait se poursuivre en 2026, à condition que les réformes et la stabilité politique permettent de mobiliser des financements extérieurs pour la reconstruction et l'investissement.

**b. Contexte Géopolitique international**

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine continue de peser sur les équilibres sécuritaires européens et sur les marchés énergétiques et agricoles mondiaux. Sur le continent africain, plusieurs Etats réévaluent leurs alliances traditionnelles dans un contexte géopolitique mondial en recomposition. Certains cherchent à diversifier leurs partenariats internationaux en renforçant des relations avec des puissances émergentes tout en maintenant leurs liens historiques avec d'anciennes puissances coloniales, afin de maximiser leurs marges de manœuvre diplomatique et économique. Le cessez-le-feu conclu entre Israël et le Hezbollah fin 2024 reste fragile, avec des violations régulières et des frappes israéliennes signalées au Liban, remettant en question la stabilité du cessez-le-feu. Les efforts internationaux pour la stabilisation et la reconstruction de Gaza restent largement théoriques et confrontés à de fortes divisions politiques. En Syrie, une dynamique politique nouvelle, encore fragile, s'accompagne d'un assouplissement progressif de certaines sanctions internationales. Cette évolution pourrait, à terme, ouvrir des opportunités économiques pour le Liban, notamment en matière de transit, de reconstruction et d'échanges commerciaux.

Enfin, la région fait face à une augmentation des tensions générales, notamment avec un renforcement militaire continu des Etats-Unis au Moyen-Orient en 2026 en réponse à des crises régionales plus larges.

### c. Contexte économique mondial

La plupart des grandes banques centrales ont poursuivi une politique d'assouplissement prudent, dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale et de reflux progressif de l'inflation vers les objectifs de stabilité des prix. La Banque centrale européenne (BCE) a procédé à plusieurs baisses de taux en 2025, afin de soutenir l'activité économique de la zone euro, marquée par une croissance modérée et à des incertitudes persistantes. La Federal Reserve (FED) a également engagé un cycle de réduction graduelle de ses taux en 2025, après une période prolongée de politique restrictive. Cette orientation vise à accompagner le ralentissement de l'inflation tout en préservant la solidité du marché du travail. La parité dollar/euro a connu des ajustements en 2025, influencés par les différentiels de taux d'intérêt, les perspectives de croissance relatives et les anticipations des marchés financiers. En 2026, le dollar pourrait rester volatil, en fonction des écarts de politique monétaire entre les Etats-Unis et la zone euro ainsi que de l'évolution des indicateurs macroéconomiques.

### d. Provision Générale

La dotation effectuée au titre de l'exercice 2025 s'élève à 0,2 M€ ce qui donne un montant de provision générale de 1,759 M€ contre 1,752 M€ au 31/12/2024.

### e. Risques climatiques

L'année 2025 a été marquée par la finalisation de la cartographie des risques climatiques suivant les critères ESG (déclinaison de la politique sectorielle de BPCE) et l'introduction de ces critères ESG dans l'analyse des dossiers crédits et la politique d'octroi de crédit. La culture et la gestion des risques climatiques au sein de la banque est un grand chantier qui a débuté courant 2022.

### f. Synergies avec le Groupe BPCE

Les synergies avec l'actionnaire de référence se poursuivent : Recours à BPCE SF pour la déclaration EMIR, Développement des activités avec BPCE PS (intégration des flux IP et SEPA, poursuite de l'activité Trade Finance avec BPCE Vietnam, renforcement de l'encadrement des fonctions régaliennes et intégration de la filière contrôle permanent au Groupe BPCE.

## 2. Evénements postérieurs à la clôture

Depuis le 31 décembre 2025, date de clôture de l'exercice, un événement significatif est intervenu, lié aux opérations militaires débutées le 28 février 2026 en Iran, générant un contexte d'incertitude accrue sur l'économie mondiale et les marchés financiers. Depuis le déclenchement de ce dernier la banque n'a pas constaté de signal d'alerte au niveau des principaux agrégats bilantiels. Les crédits clientèle nets affichent une hausse de 2,3 % par rapport à fin février 2026 avec un encours qui s'élève à 579,6 M€ au 31 mars 2026. Les dépôts clientèle affichent une hausse de 1,8 % par rapport à fin février 2026 avec un encours qui s'élève à 744 M€ au 31 mars 2026. Cette collecte affiche une variation conforme aux tendances habituelles observées sur des périodes comparables. La banque n'a pas identifié à ce stade d'afflux significatif de dépôts en provenance directe des zones concernées, phénomène qui pourrait prendre place en cas d'éternisation du conflit.

Sur le plan géographique, la région MENA affiche une exposition nette d'environ 19 % de notre exposition brute totale, réduite à 11 % en dehors des clients déjà douteux et après déduction des dépôt nantis, garanties bancaires.

S'agissant des activités de financement du commerce international, les volumes et opérations traités demeurent globalement en ligne avec les prévisions. Aucun ralentissement marqué ni perturbation majeure n'a été observé à ce jour.

Toutefois, dans ce contexte d'incertitude accrue, une vigilance renforcée est exercée sur certaines zones géographiques et contreparties, et des ajustements ponctuels peuvent être opérés en fonction de l'évolution de la situation.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des risques, notamment en matière de risques pays, de conformité et de respect du dispositif de sanctions internationales, ont été renforcés afin d'anticiper tout impact potentiel.

Compte tenu de l'impact très limité à ce jour de la crise sur nos activités, aucune mesure exceptionnelle n'a été jugée nécessaire à ce stade.

Néanmoins, des mesures de vigilance renforcée ont été mises en œuvre, notamment :

- Un suivi accru des expositions aux zones et contreparties sensibles
- Un renforcement des contrôles en matière de conformité et de respect des sanctions internationales
- Une attention particulière portée à l'évolution des flux et des opérations de commerce international.

L'ensemble de ces actions s'inscrit dans une approche prudente et proactive de gestion des risques.

A ce stade, compte tenu du caractère évolutif de la situation, les impacts potentiels sur les états financiers restent difficilement quantifiables.

Fransabank suit attentivement l'évolution de ces événements et leurs éventuelles conséquences sur ses expositions, ses résultats et sa situation financière au cours de l'exercice 2026.

Aucun impact n'est toutefois à constater dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2025, cet événement étant postérieur à la date de clôture.

### 3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

#### a. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées des comptes individuels et date de clôture

Les comptes individuels annuels de la Fransabank (France) S.A. sont établis et présentés selon les règles prescrites par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, et notamment les établissements de crédit.

Les comptes individuels annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le conseil d'administration le 21/04/2026. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 11/05/2026.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

#### b. Changements de méthodes comptables

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire a supprimé la notion de transfert de charges. Cette suppression n'a pas d'impact sur les comptes individuels de l'établissement.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2025 n'ont également pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

Il est à noter que le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020 a corrigé le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire qui modifie la présentation des emprunts de titres et de l'épargne réglementée.

Toutefois, Fransabank (France) S.A. n'est pas concernée par ce type d'opérations.

#### b. Principes comptables généraux

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

#### c. Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues sur des établissements de crédit au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentées des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- créances à vue (comptes ordinaires) et créances à terme pour les établissements de crédit ;

- créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires débiteurs pour la clientèle.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Une cotation de risque est établie, à l'aide d'un logiciel, afin d'apprécier la qualité d'une contrepartie et du portefeuille de risque. Cette cotation est utilisée comme un outil d'aide à la décision, à l'évaluation et au suivi des risques de contrepartie. Elle constitue l'un des instruments de détection de la dégradation ou de l'amélioration d'une contrepartie. Les encours de risque, mêmes assortis de garanties, sont classés en encours douteux dès qu'ils sont porteurs d'un risque de crédit avéré en raison d'une perte probable suite à :

- un ou plusieurs impayés depuis trois mois
- un risque de non-recouvrement dû à une situation financière dégradée
- l'existence de procédures contentieuses de toutes sortes.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie.

Lorsque la contrepartie appartient à un groupe, les conséquences de cette défaillance sont examinées au niveau du groupe, et la nécessité de classer en encours douteux l'ensemble des encours relatifs aux entités juridiques formant ce groupe est appréciée.

Lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Les encours douteux compromis sont des encours pour lesquels les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est envisageable, l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiées à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat. L'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification des créances concernées en encours douteux, sauf dans le cas où, notamment, ces créances sont couvertes par des garanties jugées suffisantes ou ont donné lieu à des remboursements qui permettent d'estimer que ces créances ne sont pas compromises.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés conformément aux termes du contrat, et sont provisionnés dans le cas où ils ne sont pas encaissés.

Des dépréciations sont constituées permettant de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur encours douteux ou douteux compromis. Le provisionnement s'effectue individuellement pour chaque contrepartie de risque concernée, en tenant compte, le cas échéant des garanties reçues.

Les dépréciations pour créances douteuses sont déduites des postes d'actif concernés.

Lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé, les encours concernés sont sortis des actifs par la contrepartie d'un compte de perte.

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dûs. Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue (comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ;
- autres dettes à vue (comptes ordinaires créditeurs) et autres dettes à terme (comptes créditeurs à terme) pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### **d. Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 concernant l'amortissement et la dépréciation des actifs.

Elles figurent à l'actif du bilan à leur coût historique diminué des amortissements ou dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations et principalement selon la méthode linéaire.

Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

10 ans

Agencements et Installations/Mobilier de bureau :

Matériel, outillage, véhicules :

5 ans

Matériel informatique :

3 à 5 ans

Logiciels acquis :

3 à 5 ans

**e. Fonds pour risques bancaires généraux**

Le Fonds pour risques bancaires généraux est destiné à couvrir des risques de crédits non spécifiques sur la clientèle.  
L'établissement n'a pas de provisions FRBG.

**f. Provisions**

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges (non directement liés à des opérations bancaires et des opérations connexes) nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément aux dispositions du règlement CRC n° 2000-06, abrogé par le Règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

**g. Provisions pour retraite**

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges (non directement liés à des opérations bancaires et des opérations connexes) nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément aux dispositions du règlement CRC n° 2000-06, abrogé par le Règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

Les engagements correspondants aux indemnités de fin de carrière font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe conformément à l'article L. 123-13 du Code de commerce et la recommandation 13-02 de l'ANC

**h. Opérations en devises**

Les postes de bilan et hors bilan libellés en devises étrangères sont valorisés en euros aux cours officiels de change au 31 décembre.

A chaque arrêté les positions de change comptant et les opérations de change à terme sont réévaluées au cours de change en vigueur.

Les gains et les pertes de change réalisés sur les opérations de change en devises ainsi que ceux provenant de la réévaluation des avoirs en devises sont enregistrés dès leur constatation en compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (résultat de change)".

Les reports et déports relatifs aux opérations de change à terme couvertes sont enregistrés de manière échelonnée parmi les charges ou produits d'intérêts sur la durée effective de ces opérations.

**i. Portefeuille de titres**

Participations et autres titres détenus à long terme :

Il s'agit des titres de participation et parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque. Il s'agit de titres représentant plus de 10 % des droits dans le capital émis par les sociétés. Des « dotations pour dépréciation » sont éventuellement constituées pour tenir compte de leur valeur d'utilité déterminée en fonction de critères objectifs tels que l'actif net ou la rentabilité des sociétés concernées ou la méthode des flux de trésorerie futurs attendus. Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées sont évalués individuellement à la clôture de l'exercice et font l'objet de tests de dépréciation à la clôture de l'exercice.

1	CAISSE, BANQUES CENTRALES, C.C.P	2025	2024
	Caisse	334	431
	Compte banque de France	71 934	178 169
	<b>Total</b>	<b>72 267</b>	<b>178 600</b>
	Remarque : L'encours du compte Banque de France se décompose ainsi :		
	- Encours éligible HQLA	65 720	
	- Réserves obligatoires	6 547	

<b>2</b>	<b>CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
	<b>à vue :</b> Comptes ordinaires	37 160	50 759
	<b>à terme :</b> Prêts et comptes à terme	175 582	106 600
	Prêts et comptes à terme avec Entreprises Liées	-	-
	Créances rattachées : intérêts courus à recevoir sur prêts et comptes à terme	849	1 702
	<b>Total</b>	<b>213 590</b>	<b>159 061</b>
<b>2.1</b>	<b>Ventilation par durée résiduelle :</b>		
	- jusqu'à 3 mois	75 261	96 082
	- de 3 mois à 1 an	138 329	62 979
	- de 1 an à 5 ans	-	-
	<b>Total</b>	<b>213 590</b>	<b>159 061</b>
<b>3</b>	<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (ACTIF)</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
	Créances commerciales	9 698	13 980
	Autres concours à la clientèle	259 494	202 528
	Comptes ordinaires débiteurs	292 523	294 513
	Créances rattachées : intérêts courus à recevoir sur autres concours à la clientèle (dont 22 827 KEUR de créances douteuses au 31/12/2025)	3 603	2 897
	<b>Total brut</b>	<b>565 318</b>	<b>513 918</b>
	Dépréciations pour créances douteuses	(-15 938)	(-18 827)
	<b>Total net</b>	<b>549 380</b>	<b>495 091</b>
<b>3.1</b>	<b>Ventilation par durée résiduelle :</b>		
	- jusqu'à 3 mois (les comptes ordinaires débiteurs sont ventilés dans cette rubrique)	309 741	302 164
	- de 3 mois à 1 an	48 133	43 968
	- de 1 an à 5 ans	164 265	118 428
	- de + de 5 ans	27 240	30 530
	- crédits à durée indéterminée (net créances douteuses après provisions)	-	-
	<b>Total</b>	<b>549 380</b>	<b>495 091</b>
<b>4</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
	<b>Etat des mouvements des immobilisations incorporelles :</b>		
	- Montant brut début d'exercice	3 568	3 106
	- Augmentations	768	749
	- Diminutions	-	(-287)
	- Montant brut fin d'exercice	<b>4 337</b>	<b>3 568</b>
	<b>Amortissements sur immobilisations incorporelles :</b>		
	- Montant début d'exercice	2 163	2 108
	- Dotations	487	341
	- Reprises	-	(-287)
	- Montant fin d'exercice	<b>2 650</b>	<b>2 163</b>
	<b>Valeur nette immobilisations incorporelles</b>	<b>1 687</b>	<b>1 406</b>
	<b>Etat des mouvements des immobilisations corporelles :</b>		
	- Montant brut début d'exercice	2 756	724
	- Augmentations	100	2 222
	- Diminutions	-4	-190
	- Montant brut fin d'exercice	<b>2 852</b>	<b>2 756</b>
	<b>Amortissements sur immobilisations corporelles :</b>		
	- Montant début d'exercice	414	522
	- Dotations	86	69
	- Reprises	-4	-176
	- Montant fin d'exercice	<b>496</b>	<b>414</b>
	<b>Valeur nette immobilisations corporelles</b>	<b>2 356</b>	<b>2 342</b>

<b>5</b>	<b>AUTRES ACTIFS ET COMPTES DE REGULARISATION ACTIF</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
5.1	<b>Ventilation des autres actifs :</b> - Acompte sur impôts - Crédit de TVA - Dépôts et cautionnements constitués - Autres crédits d'impôt - Autres actifs <b>Total</b>	4 412 173 246  354 <b>5 184</b>	4 163 351 245  455 <b>5 213</b>
5.2	<b>Ventilation des comptes de régularisation :</b> - Comptes d'ajustement sur devises - Charges constatées d'avance - Autres comptes de régularisation <b>Total</b>	- 109 21 <b>129</b>	185 52 71 <b>308</b>
<b>6</b>	<b>DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
	<b>à vue :</b> Comptes ordinaires Comptes ordinaires avec Entreprises Liées <b>à terme :</b> Emprunts et comptes à terme Emprunts et comptes à terme avec Entreprises Liées Dettes rattachées : intérêts courus à payer sur emprunts et comptes à terme <b>Total</b>	200 2 020  346 9 361 6 <b>11 932</b>	- 1 471  5 617 52 788 8 <b>59 884</b>
6.1	<b>Ventilation par durée résiduelle :</b> - jusqu'à 3 mois - de 3 mois à 1 an - de 1 an à 5 ans - de + de 5 ans <b>Total</b>	11 782 150 - - <b>11 932</b>	59 734 150 - - <b>59 884</b>
<b>7</b>	<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (PASSIF)</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
	<b>Autres dettes à vue</b> Comptes ordinaires créditeurs Autres sommes dues à la clientèle <b>Autres dettes à terme</b> Comptes créditeurs à terme Dettes rattachées : intérêts courus à payer sur comptes créditeurs à terme de la clientèle <b>Total</b>	195 258 1 766  530 052 4 461 <b>731 537</b>	169 269 489  504 490 4 393 <b>678 641</b>
7.1	<b>- Ventilation par durée résiduelle :</b> - jusqu'à 3 mois - de 3 mois à 1 an - de 1 an à 5 ans - de + de 5 ans <b>Total</b>	655 581 39 822 35 911 222 <b>731 537</b>	611 500 48 005 19 136 - <b>678 641</b>
<b>8</b>	<b>AUTRES PASSIFS ET COMPTES DE REGULARISATION PASSIF</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
8.1	<b>Ventilation des autres passifs :</b> - Sommes dues à l'Etat, à la S.S. et aux autres organismes sociaux - TVA collectée par l'établissement - Autres passifs <b>Total</b>	2 394 - - <b>2 394</b>	4 640 - 700 <b>5 340</b>
8.2	<b>Ventilation des comptes de régularisation :</b> - Produits constatés d'avance - Charges à payer (dont congés payés 630 KEUR) - Autres comptes de régularisation <b>Total</b>	217 2 024 431 <b>2 672</b>	534 1 737 12 <b>2 284</b>

9	<b>PROVISIONS</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
	<b>Provisions pour risques et charges sur opérations non bancaires</b>		
	Valeur comptable à l'ouverture de l'exercice	-	-
	Dotation aux provisions	-	-
	Provisions utilisées sur l'exercice	-	-
	<b>Total</b>	-	-
	<b>Provisions Générales</b>		
	Valeur comptable à l'ouverture de l'exercice	1 752	1 421
	Dotation aux provisions	210	240
	Différences de cours sur encours en devises	-203	91
	Reprise de provisions	-	-

## 10 ACTIONNARIAT/CAPITAUX PROPRES/FRBG

### 10.1 Variation des capitaux propres :

Affectation du bénéfice								
	31/12/2024	Résultat 2025	Report à nouveau	Réserve légale	Distribution de dividendes	Autres variations	Augmen. de capital	31/12/2025
Capital	50 458							50 458
Primes	2 754							2 754
Réserves	2 270			588				2 858
Report à nouveau	27 107		5 593		5 593			32 700
Résultat 2023	11 774							
Résultat 2024		5 771						5 771
<b>Total</b>	<b>94 363</b>	<b>5 771</b>	<b>5 593</b>	<b>588</b>	<b>5 593</b>	-	-	<b>94 541</b>

<b>10.2 Réserves :</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
- Réserve légale	2 858	2 270

### 10.3 Affectation des résultats :

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire de procéder à l'affectation du résultat de l'exercice 2025 comme indiqué ci-après :

	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Détermination du résultat à affecter :		
- Résultat de l'exercice	5 771	11 774
- Report à nouveau bénéficiaire	32 700	27 107
	<b>38 470</b>	<b>38 881</b>
Affectation du résultat :		
- Report à nouveau bénéficiaire	2 741	5 593
- Dividendes versés en numéraire	2 741	5 593
- Réserve légale	289	589
	<b>5 771</b>	<b>11 774</b>

### 10.4 Actions :

Au 31/12/2025 le capital souscrit de EUR 50 457 714,40 € se compose de 227.287 actions ordinaires nominatives de EUR 222 de valeur nominale.

Toutes les actions émises ont été entièrement souscrites et libérées.

Chaque action ordinaire donne droit à 1 voix lors des votes dans les assemblées.

10.5	<b>Actionnaires :</b>	<b>% Capital 2025</b>	<b>% Capital 2024</b>
	<b>Fransabank SAL</b>	79,21 %	79,21 %
	<b>BPCE IOM (Groupe BPCE)</b>	20,78 %	20,78 %
	<b>Divers</b>	0,01 %	0,01 %

Fransabank (France) SA est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés de Fransabank Sal au Liban.

Fransabank (France) SA est consolidée par mise en équivalence dans les comptes consolidés de BPCE IOM en France.

10.6	Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	2025	2024
	Valeur comptable à l'ouverture de l'exercice	-	-
	Reprise Provision en cours d'exercice	-	-
	<b>Solde en fin d'exercice</b>	-	-

  

11	OPERATIONS EN DEVISES	2025	2024
11.1	<b>Montant global de la contrevaieur en euros de l'actif et du passif en devises :</b>		
	Montant global de la contrevaieur en euros de l'actif en devises :	357 191	411 654
	Montant global de la contrevaieur en euros du passif en devises :	356 357	412 259
11.2	<b>Opérations de change à terme (de gré à gré) à moins d'un an</b>		
	- Euros à recevoir contre devises à livrer (euros à recevoir)	10 000	10 101
	- Euros à recevoir contre devises à livrer (devises à livrer)	10 106	10 677
	- Devises à recevoir contre Euros à livrer (devises à recevoir)	10 156	10 719
	- Devises à recevoir contre Euros à livrer (euros à livrer)	10 000	10 099

## 12 INFORMATIONS SUR LE RISQUE DE CREDIT

### 12.1 ENCOURS DE RISQUE DE CREDIT

Assiette :

Elle couvre l'encours brut comptable des opérations reprises en créances à l'actif du bilan et des engagements données par signature en hors bilan. Quant aux opérations de change à terme (instruments dérivés), elles sont indiquées en devises (méthode d'évaluation en fonction du risque initial selon l'article 275 du règlement européen 575/2013 du 27/06/2013) pour 2 % du montant des contrats. Les montants sont mentionnés avant prise en compte des effets des techniques de réduction du risque de crédit et hors dépréciation.

#### 12.1a Montant et répartition des encours :

Répartition des encours par catégorie d'exposition :	2025		2024	
	% sur total expositions		% sur total expositions	
Expositions sur Administrations et Banques centrales	7,81 %	72 267	18,73 %	178 169
Expositions sur Etablissements de crédit				
- Opérations bilan	23,08 %	213 590	16,72 %	159 061
- Opérations hors bilan	1,88 %	17 434	2,15 %	20 403
- Opérations de change à terme (Instruments dérivés 2 % du contrat)	0,04 %	348	0,04 %	373
<b>Total</b>	<b>25,00 %</b>	<b>231 373</b>	<b>18,91 %</b>	<b>179 837</b>
Expositions sur Entreprises				
- Opérations bilan	55,46 %	513 186	48,89 %	464 989
- Opérations hors bilan	4,46 %	41 250	6,41 %	60 961
- Opérations de change à terme (Instruments dérivés 2 % du contrat)	0,02 %	202	0,02 %	212
- Montant brut créances douteuses bilan/hors bilan (hors dépréciations)	2,04 %	18 834	2,34 %	22 258
<b>Total</b>	<b>61,97 %</b>	<b>573 472</b>	<b>57,66 %</b>	<b>548 419</b>
<i>Dépréciations des expositions sur Entreprises en arriérés de paiement :</i>				
Créances douteuses		(-14 107)		(-18 827)
<i>Expositions sur Entreprises après dépréciations sur arriérés de paiement</i>		<b>559 365</b>		<b>529 592</b>
<i>Montant net des arriérés de paiement (créances douteuses) après dépréciations</i>	0,51 %	4 727		3 431
Expositions sur Clientèle de détail				
- Opérations bilan	3,17 %	29 305	2,77 %	26 319
- Opérations Hors bilan	1,62 %	14 967	1,94 %	18 441
- Montant brut créances douteuses bilan/hors bilan (hors dépréciations)	0,43 %	3 994	0,00 %	0
<b>Total</b>	<b>5,22 %</b>	<b>48 266</b>	<b>4,71 %</b>	<b>44 760</b>
<i>Dépréciations des expositions sur Clientèle de détail en arriérés de paiement :</i>				
Créances douteuses		(-1 831)		
<i>Expositions sur Clientèle de détail après dépréciations sur arriérés de paiement</i>				
<i>Montant net des arriérés de paiement (créances douteuses) après dépréciations</i>	0,23 %	2 163		0
<b>Montant total des expositions</b>	<b>100,00 %</b>	<b>925 378</b>	<b>100,00 %</b>	<b>951 186</b>

Répartition des expositions par secteur géographique	2025		2024	
	% sur total expositions		% sur total expositions	
- France	62,5 %	578 004	62,5 %	594 224
- Autres pays de l'Espace économique européen	6,0 %	55 624	4,2 %	39 515
- Autres pays d'Europe	3,8 %	34 896	4,3 %	40 929
- Amérique du nord	2,1 %	19 636	1,9 %	18 306
- Afrique - Moyen Orient	24,3 %	224 565	27,1 %	257 839
- Asie	1,4 %	12 654	0,0 %	372
<b>Total</b>	<b>100,0 %</b>	<b>925 378</b>	<b>100,0 %</b>	<b>951 185</b>

Répartition des expositions sur Entreprises par Secteurs d'activité économique	2025		2024	
	% sur catégorie		% sur catégorie	
- AGROALIMENTAIRE/BOISSONS ABAC	0,0 %		1,4 %	6 708
- AUTO/MOTO/REPARATION/TRANSPORT	0,0 %		2,2 %	10 648
- BIENS EQUIPEMENT/CONSOMMATION	0,0 %		17,3 %	84 132
- BIJOUTERIE/HORLOGERIE	0,0 %		0,0 %	0
- BOIS/PAPIER/CARTON/EMBALLAGES	0,0 %		0,0 %	0
- BTP/CONSTR/MATERIAUX/QUINCAILL	0,0 %		12,2 %	59 581
- CHIMIE/PARACHIMIE/AGROCHIMIE	0,0 %		0,0 %	0
- COMMERCE AGRO ALIMENTAIRE	0,0 %		0,0 %	0
- DISTRIBUTION	0,0 %		45,0 %	219 469
- MACHINES/EQUIPEMENTS	0,0 %		0,2 %	789
- MINERAIS/METAUX	0,0 %		0,0 %	0
- TEXTILE/HABILLEMENT/ACCESSOIRE	0,0 %		0,0 %	
- COMMERCE GROS NON SPECIALISE	0,0 %		0,0 %	0
<b>Total commerce</b>	<b>44,3 %</b>	<b>235 685</b>	<b>78,3 %</b>	<b>381 329</b>
- AGROALIMENTAIRE/BOISSONS ABAC	0,0 %		3,2 %	15 494
- BOIS/PAPIER/CARTON/EMBALLAGES	0,0 %		1,9 %	9 200
- BTP/CONSTR/MATERIAUX/QUINCAILL	0,0 %		0,0 %	
- CHIMIE/PARACHIMIE/AGROCHIMIE	0,0 %		0,0 %	
- MACHINES/EQUIPEMENTS	0,0 %		0,6 %	3 003
- MINERAIS/METAUX	0,0 %		0,3 %	1 473
- TEXTILE/HABILLEMENT/ACCESSOIRE	0,0 %		0,0 %	
<b>Total industrie</b>	<b>23,8 %</b>	<b>126 621</b>	<b>6,0 %</b>	<b>29 171</b>
- EDITION/PUB/AUDIO/CINE/MEDIA	0,0 %		0,0 %	4
- ENERGIE/PETROLE/GAZ/ELECTRICIT	0,0 %		1,0 %	4 794
- HOLDING/SIEGES SOCIAUX/GESTION	0,0 %		0,9 %	4 368
- ASSURANCE	0,0 %		0,2 %	988
- TELECOMUNICATIONS	0,0 %		2,1 %	10 210
- TOURISME/HOTELLERIE/RESTAURANT	0,0 %		0,9 %	4 156
<b>Total Services</b>	<b>19,1 %</b>	<b>101 616</b>	<b>5,0 %</b>	<b>24 520</b>
- IMMOBILIER	11,9 %	63 190	2,4 %	11 856
- PROMOTION	0,9 %	4 909	8,3 %	40 375
<b>Total Immobilier</b>	<b>12,8 %</b>	<b>68 099</b>	<b>10,7 %</b>	<b>52 231</b>
<b>Total général</b>	<b>100,0 %</b>	<b>532 020</b>	<b>100,0 %</b>	<b>487 251</b>

Indicateur de concentration des dix premiers clients par catégorie d'exposition	2025		2024	
	% sur total expositions		% sur total expositions	
- Etablissements de Crédit	23,08 %	213 590	16,72 %	159 061
- Entreprises	55,46 %	513 186	48,89 %	464 989
- Clientèle de détail	3,17 %	29 305	2,77 %	26 319

Répartition des expositions par échéance résiduelle	2025		2024	
Les comptes ordinaires débiteurs sont enregistrés dans la rubrique " jusqu'à 3 mois "	%sur total expositions		% sur total expositions	
Administrations et Banques centrales	7,77 %	71 934	18,73 %	178 169
Etablissements de crédit	9,29 %	85 953	11,16 %	106 141
Entreprises	36,73 %	339 860	37,50 %	356 732
Clientèle de détail	2,50 %	23 178	1,89 %	17 981
<b>Total jusqu'à 3 mois</b>	<b>56,29 %</b>	<b>520 925</b>	<b>69,28 %</b>	<b>659 022</b>
Administrations et Banques centrales	0,00 %		0,00 %	
Etablissements de crédit	15,24 %	141 003	7,75 %	73 680
Entreprises	5,53 %	51 193	5,42 %	51 521
Clientèle de détail	0,97 %	8 988	0,94 %	8 902
<b>Total de 3 mois à 1 an</b>	<b>21,74 %</b>	<b>201 184</b>	<b>14,10 %</b>	<b>134 103</b>
Administrations et Banques centrales	0,00 %		0,00 %	
Etablissements de crédit	0,45 %	4 154	0,01 %	70
Entreprises	14,55 %	134 648	9,89 %	94 034
Clientèle de détail	1,42 %	13 185	1,40 %	13 324
<b>Total de 1 an à 5 ans</b>	<b>16,42 %</b>	<b>151 987</b>	<b>11,29 %</b>	<b>107 428</b>
Etablissements de crédit	0,00 %		0,00 %	
Entreprises	2,66 %	24 611	2,47 %	23 453
Clientèle de détail	0,42 %	3 844	0,52 %	4 921
<b>Total + de 5 ans</b>	<b>3,07 %</b>	<b>28 455</b>	<b>2,98 %</b>	<b>28 374</b>
- Entreprises (arriérés de paiement)	2,47 %	22 827	2,34 %	22 258
- Clientèle de détail (arriérés de paiement)	0,00 %		0,00 %	
<b>Total à durée indéterminée (Créances douteuses)</b>	<b>2,47 %</b>	<b>22 827</b>	<b>2,34 %</b>	<b>22 258</b>
<b>Total général</b>	<b>100,00 %</b>	<b>925 378</b>	<b>100,00 %</b>	<b>951 185</b>

**12.1b Répartition des arriérés de paiement enregistrés en créances douteuses**

	2025		2024	
Créances restructurées				
- Créances Saines		10 724		4 095
- Créances Douteuses		4 297		3 788
Dont Montant brut		9 266		13 192
dont Montants provision		4 970		9 403
- Totales		<b>15 021</b>		7 883
<b>Créances douteuses</b>				
- Solde début d'exercice		22 258		19 583
- Arriérés de paiement enregistrés en créances douteuses sur l'exercice		8 622		4 061
- Différences de cours sur encours en devises		1 301		772
- Reprises				2 119
- Pertes		6 752		40
- Solde fin d'exercice		<b>22 827</b>		<b>22 258</b>
<b>Créances douteuses sur Entreprises</b>	<b>% douteux</b>		<b>% douteux</b>	
Par secteurs géographiques :	<b>65,61 %</b>	<b>14 977</b>	<b>36,25 %</b>	<b>8 069</b>
- France		269		816
- Moyen Orient		5 147		7 254
- Europe		9 561		
Par secteurs d'activité économique :				
- Industrie		6 429		3 904
- Industrie textile		3 922		
- Commerce		4 283		3 083
- Immobilier		343		1 082
<b>Créances douteuses compromises sur Entreprises</b>	<b>34,39 %</b>	<b>7 850</b>	<b>63,75 %</b>	<b>14 189</b>
Par secteurs géographiques :				
- France		1 003		183
- Moyen Orient		6 847		14 006
- Europe				3 296
Par secteurs d'activité économique :				
- Commerce		3 597		12 473
- Immobilier		820		
- Industrie				1 716
- Autres		3 434		
<b>Créances douteuses sur Clientèle de Détail</b>	<b>1,18 %</b>	<b>269</b>	<b>0,00 %</b>	<b>0</b>
Par secteurs géographiques :				
- France		269		0
<b>Total général des créances douteuses</b>	<b>101,18 %</b>	<b>22 827</b>	<b>100,00 %</b>	<b>22 258</b>

**12.1c Répartition des dépréciations, dotations et reprises sur arriérés de paiement enregistrés en créances douteuses**

	2025		2024	
<b>Dépréciations inscrites en déduction de l'actif :</b>				
Dépréciations pour créances douteuses sur Entreprises	<b>% douteux</b>		<b>% douteux</b>	
- Solde début d'exercice		18 440		15 648
- Dotations		3 190		2 045
- Différences de cours sur dotations en devises		-649		903
- Reprises utilisées		-6 337		-155
- Reprises non utilisées				
- Solde fin d'exercice	<b>64,15 %</b>	<b>14 644</b>	<b>82,85 %</b>	<b>18 440</b>
Dépréciations pour créances douteuses sur Clientèle de Détail				
- Dotations	<b>5,67 %</b>	1 294	1,74 %	387
- Reprises non utilisées				
<b>Total Dépréciations inscrites en déduction de l'actif :</b>	<b>69,82 %</b>	<b>15 938</b>	<b>84,59 %</b>	<b>18 827</b>

	2025		2024	
	% dépréciations		% dépréciations	
Dépréciations sur créances douteuses par secteurs géographiques				
- France	4,06 %	646	3,15 %	-593
- Afrique - Moyen Orient	55,80 %	8 894	79 %	-14 938
- Europe	40,14 %	6 397	18 %	-3 296
<b>Total</b>	<b>100,00 %</b>	<b>15 938</b>	<b>100,00 %</b>	<b>-18 827</b>
Dépréciations sur créances douteuses par secteurs d'activité				
- Commerce	59,86 %	9 541	79,89 %	-15 041
- Industrie	20,49 %	3 266	20,11 %	-3 787
- Industrie textile	19,65 %	3 132	0,00 %	
- Service	0,00 %		0,00 %	
<b>Total</b>	<b>100,00 %</b>	<b>15 938</b>	<b>100,00 %</b>	<b>-18 827</b>

	2025		2024	
	% dépréciations		% dépréciations	
Ventilation des dépréciations sur créances douteuses :				
- Sur Encours douteux	65,54 %	10 445	12,03 %	2 265
- Sur Encours douteux compromis	34,46 %	5 493	87,97 %	16 562
<b>Total</b>	<b>100,00 %</b>	<b>15 938</b>	<b>100,00 %</b>	<b>18 827</b>

**12.1d Répartition des créances restructurées**

Créances restructurées	2025	2024
- Créances Saines	10 724	4 095
- Créances Douteuses	4 297	3 788
Dont Montant brut	9 266	13 192
Dont Montants provision	-4 970	-9 403
- Totales	<b>15 021</b>	<b>7 883</b>

**13 ENGAGEMENTS DONNES OU RECUS INSCRITS AU HORS BILAN**

	2025	2024
<b>Engagements donnés :</b>		
- Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit		
- Engagements de financement en faveur de la clientèle	25 674	44 600
- Engagement de garantie d'ordre d'établissements de crédit	17 434	20 403
- dont engagements de garantie d'ordre d'Entreprises liées	7 210	
- Engagement de garantie d'ordre de la clientèle	30 544	34 793
<b>Total</b>	<b>73 652</b>	<b>99 796</b>
<b>Engagements reçus :</b>		
- Engagements de financement reçus d'autres établissements de crédit	-	-
- Engagements de garantie reçus d'autres établissements de crédit	21 522	21 664
- dont engagements de garantie reçus d'Entreprises liées	10 939	
- Engagements de garantie reçus de la clientèle		
<b>Total</b>	<b>21 522</b>	<b>21 664</b>

14 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES	2025	2024
<b>Intérêts et produits assimilés</b>		
- Sur opérations de trésorerie	8 446	12 735
- Sur opérations avec la clientèle	30 492	34 332
- Sur opérations de hors bilan	367	352
- Sur titres à revenu fixe		
<b>Sous-total</b>	<b>39 304</b>	<b>47 419</b>
<b>Intérêts et charges assimilés</b>		
- Sur opérations de trésorerie	276	460
- Sur opérations avec la clientèle	20 186	22 624
- Sur opérations de hors bilan	-	-
- Sur titres à revenu fixe	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>20 462</b>	<b>23 085</b>
<b>Total net</b>	<b>18 843</b>	<b>24 334</b>

<b>15 PRODUITS NETS DES COMMISSIONS</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>Produits de commission</b>		
- Sur opérations avec les établissements de crédit	972	673
- Sur opérations avec la clientèle	2 062	2 009
<b>Sous-total</b>	<b>3 035</b>	<b>2 681</b>
<b>Charges de commissions</b>		
- Sur opérations avec les établissements de crédit		
<b>Sous-total</b>	<b>265</b>	<b>283</b>
<b>Total net</b>	<b>2 770</b>	<b>2 399</b>
<b>16 GAINS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Résultat net des opérations de change :	488	409
<b>17 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>Autres produits d'exploitation :</b>		
- Autres produits d'exploitation non bancaire	7	
- Autres produits d'exploitation bancaire		
<b>Autres charges d'exploitation :</b>		
- Autres charges d'exploitation bancaire	30	61
- Autres charges d'exploitation non bancaire		
<b>18 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION ET EFFECTIF MOYEN</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>Frais de personnel :</b>		
Salaires et traitements	3 090	2 869
Charges de retraites	355	324
Autres charges sociales	1 254	1 164
Impôts et taxes sur rémunérations	147	122
<b>Total</b>	<b>4 846</b>	<b>4 479</b>
<b>Effectif moyen :</b>		
Non cadres (techniciens)	23	23
Cadres	19	20
<b>Autres Frais administratifs :</b>		
Impôts et taxes	203	235
Services extérieurs yc loyer	4 477	3 834
Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		14
Dotations aux amortissements d'immobilisations	573	410
Les honoraires des CACs pour leur mission d'audit légal des comptes s'élèvent à 93 KEUR hors taxes :		
- KPMG : 62 KEUR		
- Ban Audit : 31 KEUR		
<b>Total</b>	<b>5 253</b>	<b>4 492</b>
<b>19 COUT DU RISQUE</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
- Dépréciations sur créances douteuses	4 485	1 681
- Provisions pour risques et charges	210	241
- Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	5 731	39
- Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-	0
- Reprises pour risques et charges	6 337	155
- Reprises de dépréciations sur créances douteuses	-	-
<b>Total</b>	<b>4 090</b>	<b>1 805</b>
<b>20 DOTATIONS/REPRISES FRBG ET PROVISIONS REGLEMENTEES</b>		
Dotation	-	-
Reprise	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>21 RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		
- Charges exceptionnelles	-	-
- Produits exceptionnels	-	-
Résultat exceptionnel	-	-

<b>22 IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
- Afférent au résultat courant avant impôt	2 123	4 538
<b>23 DROITS FUTURS RELATIFS AUX INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE NON INSCRITS EN PROVISION</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Sur Indemnités de départ en retraite à verser selon la convention collective de la Banque	199	140
<b>Total</b>	<b>199</b>	<b>140</b>
<b>24 REMUNERATIONS, AVANCES, CREDIT ET ENGAGEMENTS ACCORDES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION OU DE SURVEILLANCE</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>Rémunérations allouées :</b>		
Ensemble des membres des organes d'administration	185	185
Ensemble des membres des organes de direction	388	272
<b>Avances et crédits accordés :</b>		
Ensemble des membres des organes d'administration		0
Ensemble des membres des organes de direction		11
<b>Engagements de garantie :</b>		
Ensemble des membres des organes d'administration	Néant	Néant
Ensemble des membres des organes de direction	Néant	Néant
<b>25 Créances impayés au 31/12/2025</b>		
<b>(Montants en K€)</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Factures reçues	0	0
Factures émises	0	0

## Affectation du résultat

L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration décide d'affecter le résultat net bénéficiaire comme suit :

- Résultat de l'exercice 2025	+ 5 770 537, 96 €
- Dotation à la réserve légale (5 %)	- 288 526,90 €
- Distribution de Dividendes (50 %)	2 741 005,53 €
- Le solde en report à nouveau	+ 2 741 005,53 €

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale rappelle qu'il a été distribué les dividendes suivants lors des cinq derniers exercices, ainsi que le détaille le tableau ci-après :

Exercices	Dividende net (versé en N au titre de N-1)	Impôt déjà versé (Avoir Fiscal)	Revenu global (N-1)
2021	0 €	NA	0 €
2022	0 €	NA	0 €
2023	0 €	NA	0 €
2024	3 158 730,28 €	NA	11 083 264,15 €
2025	5 592 748,23 €	NA	11 774 206,80 €

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social : 104, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS.